



Mises à jour des politiques et pratiques

Secteur des services acquis et des actifs - SCT

Décembre 2022

But

Décrire les principaux changements résultant de phase 2 de la Réinitialisation de l'ensemble des politiques du Secteur des services acquis et des actifs et ce que cela signifie pour les organisations

Secteur des services acquis et des actifs (SSAA)

- Matériel
- Approvisionnement
- Biens immobiliers
- Planification des investissements
- Gestion de projets
- Renforcement des capacités pour les communauté du SSAA

Contexte

Le Conseil du Trésor réinitialise ses politiques afin de permettre aux ministères et organismes de mieux planifier et de gérer les investissements.

CONSEIL DU TRÉSOR

Le CT définit le Cadre de politique sur la gestion des actifs et services acquis

Le CT prend également les décisions concernant les propositions ministérielles comme les plans d'investissement, les contrats, les projets et transactions immobilières

POURQUOI CES CHANGEMENTS?

Ensemble complexe de 34 instruments de politique liés à la gestion des actifs et des services acquis

Les instruments sont désuets ex., la Politique sur les marchés a été établie en 1989)

Besoin d'éliminer les cloisonnements entre les fonctions et les collectivités des actifs

Les politiques ne reflètent pas les réalités ou les pratiques exemplaires actuelles (p. ex., l'accessibilité, le numérique, les résultats, les autochtones)

POURQUOI MAINTENANT?

Les ministères et organismes veulent un ensemble complet de politiques qui leur permettent de travailler de manière plus efficace et efficiente

Contribution clé au mandat partagé du Président du CT concernant la modernisation des pratiques en matière d'approvisionnement

Pour s'harmoniser à la mise en œuvre progressive et à la gestion du changement

Approche de mise en œuvre

En fonction des leçons tirées de la mise en œuvre de la phase 1, et pour s'assurer que les ministères peuvent s'adapter aux exigences des directives, la mise en œuvre de ces instruments s'est déroulée en deux phases :

Mai 2022

Entrée en vigueur le jour même de l'approbation :

- **Modifications de la *Politique sur la planification et la gestion des investissements*;**
- ***Directive sur la gestion du matériel*.**
- Modifications de la *Directive sur la gestion des communications*;
- Annulation de la *Politique sur les services communs, sauf pour l'Appendice E, 6.5.3*;
- *Directive sur la gestion de l'approvisionnement*;
- *Directive sur la gestion des biens immobiliers*;

Mai 2023

Annuler neuf (9) instruments de politique :

- ***Politique sur la gestion du matériel*;**
- ***Directive sur l'aliénation du matériel en surplus*;**
- ***Directive sur la gestion du parc automobile : Véhicules légers*;**
- ***Directive sur la gestion du parc automobile : Voitures de fonction*;**
- ***Directive sur les marchandises contrôlées*;**
- *Politique sur les marchés*;
- *Politique sur la gestion des biens immobiliers (y compris les normes connexes)*;
- *Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires*;
- *Politique sur la prise de décisions concernant la limitation de la responsabilité des entrepreneurs dans les marchés de l'État*.

Les ministères avaient douze mois pour effectuer la transition complète

Considérations socioéconomiques

Un cadre stratégique qui appuie les considérations socioéconomiques tout au long du cycle de vie

Meilleur rapport qualité/prix :

considérer les résultats socioéconomiques et environnementaux en plus des considérations financières

Cadre supérieur désigné : mettre en œuvre le cadre stratégique à l'appui des considérations socioéconomiques

Gestion du cycle de vie : initiatives socioéconomiques et écologiques examinées à chaque étape du processus

Consulter le SCT : au moment de proposer des politiques et des programmes à l'échelle du gouvernement qui tirent parti de l'approvisionnement pour des avantages socioéconomiques. Obtenir l'aval du SCT pour les biens immobiliers excédentaires au Canada qui peuvent être vendus à la SIC.

Diversité et inclusion : dégroupage pour permettre aux petites entreprises plus spécialisées de soumissionner, les gardiens tiennent compte de la diversité pour les installations construites et du don de matériel excédentaire

Autochtones : envisager les possibilités de soutenir la participation des Autochtones. Mobiliser les groupes autochtones selon ce qui se fait avec les autres ordres de gouvernement.

Accessibilité : les considérations d'accessibilité dans les exigences des appels d'offres et pour l'achat de véhicules, et la norme d'accessibilité sur l'accès sans obstacle aux biens immobiliers

Écologique : inclure des considérations environnementales réalisables et mesurables dans les exigences de soumission. Mettre à profit les pratiques d'approvisionnement conformément à la Politique d'achats écologiques. Mettre en œuvre les engagements énoncés dans la Stratégie pour un gouvernement vert.

Cadre supérieur désigné

Les nouveaux instruments officialisent les rôles et les responsabilités du cadre supérieur désigné (CSD) pour chaque fonction

Gestion du matériel

Conseiller l'administrateur général sur la stratégie de gestion du matériel

Déterminer et protéger les biens ayant une valeur patrimoniale et une importance culturelle

Faciliter la collecte de données pour la gestion du parc automobile

Gestion des marchandises contrôlées (en collaboration avec le chef de la sécurité)

Tous:

Promouvoir l'innovation et l'agilité

Renforcer et optimiser la capacité de la main-d'œuvre

Éclairer la prise de décisions

Cadre pour chaque fonction et apporter une perspective fonctionnelle

Faciliter la collaboration entre les intervenants

Surveillance, la planification et la production de rapports

Approvisionnement

Appuyer l'amélioration des pratiques et des outils d'approvisionnement pangouvernementaux

Fournir à l'administrateur général des conseils sur fonction de gestion des approvisionnements

Faciliter la collaboration entre l'autorité contractante et le propriétaire fonctionnel

Biens immobiliers

Élaboration de la stratégie du portefeuille de biens immobiliers

Développer des relations avec les peuples autochtones sur questions immobilières

Assurer la conformité aux normes et aux codes (bâtiment, incendie, etc.)

Enquêter sur les incendies graves et veiller à ce que les recommandations soient suivies

Directive sur la gestion du matériel

Objectif

S'assurer que le matériel est planifié, acquis, exploité, entretenu et dessaisi d'une façon qui soutient l'exécution des programmes et la prestation de services aux Canadiens, tout en assurant le meilleur rapport qualité/prix pour l'État.

Incidence de la Directive

Pour rationaliser :

– Combiner quatre directives en une, avec la procédure obligatoire pour la flotte et les marchandises contrôlées

Réduire le fardeau :

- Permettre la délégation de l'autorité du ministre pour la vente ou le dessaisissement de matériel excédentaire

Encourager les considérations à l'échelle du ministère :

- Accent accru sur le transfert à d'autres ministères au moment de dessaisissement
- Équipement numérique à d'autres ministères avant son transfert à Ordinateurs pour les écoles
- Utilisation accrue de GCTransfer/GCSurplus/GCDonate pour l'élimination du matériel excédentaire

Mettre davantage l'accent sur la planification et l'approche sur le cycle de vie :

- Intégration et collaboration accrues avec d'autres fonctions
- Références explicites aux objectifs environnementaux (c.-à-d., le réaménagement, la réutilisation et le réemploi)
- Les décisions de cession doivent documenter la justification et inclure une évaluation du matériel.
- Préciser les rôles et les responsabilités : Un point de responsabilisation pour la gestion du matériel et renforcer la fonction de gestion du matériel et la capacité de l'effectif.
- Le CSD collaborera avec le dirigeant principal de la sécurité pour la gestion des marchandises contrôlées.

Vous avez des questions?

Question?